

AGRICULTURE

Les éleveurs de montagne craignent un désengagement de l'État

Les hésitations de l'État français à maintenir dans la durée son soutien financier aux mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) inquiètent les agriculteurs de montagne des Vosges alsaciennes.

Mises en place en 1995 et réorientées en 2015 lors de la refonte de la politique agricole commune (PAC - Union européenne), les MAEC sont des mesures de soutien à l'agriculture conditionnées à la mise en œuvre de pratiques respectueuses de l'environnement, de la biodiversité et de la qualité paysagère. Au fil des décennies, elles sont devenues une source de revenu essentielle pour les agriculteurs de montagne, a rappelé mercredi, à la ferme-auberge du Schafert, Denis Nass, vice président de la chambre d'agriculture Alsace, lors d'une rencontre organisée par le Département du Haut-Rhin avec les acteurs de la filière.

« Les aides MAEC, ce sont 33 % du revenu agricole d'une exploitation laitière de montagne. Sans elles, il n'y a plus d'agriculture de montagne »

Cause de l'inquiétude des éleveurs, les hésitations de l'État à renouveler son engagement sur les mêmes bases que la période 2015-2019. Le retard pris dans la négociation de la nouvelle PAC 2021-2027 incite la France à temporiser. Si elle a reconduit pour cinq ans la partie Natura 2000 du



Les mesures agro-environnementales et climatiques favorisent le maintien d'exploitations agricoles, et de ce fait permettent de pérenniser des paysages ouverts par l'élevage. Photo DNA/Gregoire GAUCHET

dispositif MAEC – les règles communautaires l'y contraignent – elle ne s'est engagée que pour 2020 pour les zones hors Natura 2000. Problème: ces surfaces représentent 80 % du dispositif. Le doute plane donc sur la contribution de l'Etat pour la période 2021-2025 alors même que la participation du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader - Union européenne) est acquise. Pour rappel, les

MAEC sont financées à 75 % par le Feader et à 25 % par l'État, les Régions (qui gèrent le Feader sur leur territoire), les Départements.

Pour le monde agricole, la situation est absurde et dangereuse. « L'Europe ne verse sa part que si l'État et les collectivités s'engagent à hauteur de 25 % », souligne Emmanuel Molard, directeur adjoint de la chambre d'agriculture d'Alsace. Pour faire simple, si le pays met 1 €, l'Europe

en met trois. Mais si le pays ne débouche pas son euro, l'Europe ne donne pas l'argent.

Pour la montagne alsacienne, l'enveloppe totale MAEC s'élève à 10,12 M€. Les collectivités ont d'ores et déjà annoncé qu'elles reconduisent leur engagement. Manque encore 1,4 M€ de l'État, au risque de rendre caduque la totalité de l'enveloppe. Avec des conséquences importantes. « Le projet agro-environ-

nemental "Pour une montagne vivante" concerne 357 exploitations en Alsace, dont 254 dans le Haut-Rhin. 9,3 M€ d'aides directes ont été réparties sur la période 2015-2019 », rappelle Emmanuel Molard. Pour les élevages laitiers de moyenne montagne l'ensemble des aides (PAC - MAEC - indemnité compensatoire du handicap naturel montagne) sont vitales : « Elles représentent 194 % du revenu agricole

pour une exploitation qui livre son lait, 116 % pour une exploitation qui le transforme. Sans elles il n'y aurait plus de revenu. » Les seules MAEC constituent un tiers du revenu agricole d'une ferme montagnarde.

« On souhaite avoir de la visibilité pour nos exploitations », plaide Denis Nass. « Quand on nous annonce un engagement sur un an, c'est impossible. Cela ne nous donne aucune perspective d'avenir alors même que nous devons faire face à des investissements et des mises aux normes », souligne Tom Schott, de la ferme-auberge des Trois Fours, responsable du dossier montagne aux Jeunes Agriculteurs du Haut-Rhin.

« L'attractivité de la montagne est due principalement aux agriculteurs »

Pour le Département, Pascale Zindy, du service environnement, défend l'exemplarité de l'engagement alsacien dans le dispositif et son rôle dans l'économie touristique : « L'attractivité de la montagne est due principalement aux agriculteurs qui y travaillent et maintiennent les espaces ouverts. Dans les Vosges alsaciennes, les MAEC couvrent 15 000 hectares. 630 hectares en friche ont été rouverts depuis 2008. » « C'est intolérable qu'on veuille casser quelque chose qui marche où on préserve l'environnement et on fait vivre des agriculteurs », conclut Pascal Wittmann, président de la FDSEA 68 qui appelle l'État à assurer la pérennité du dispositif.

G. GAUCHET

Culture du blé : l'Alsace s'en sort bien

Alors que nationalement la moisson de blé s'annonce mauvaise, l'Alsace tire son épingle du jeu : 80 % de la récolte affichent une qualité exceptionnelle, indique la profession.

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles a tiré la sonnette d'alarme jeudi dernier : « Les premières estimations des moissons 2020 sont alarmantes », « en blé tendre et en orge, les pertes de rendement sont très importantes, de 20 à 30 % selon les régions. » La situation nationale n'est pas des plus florissantes mais en y regardant de plus près, certaines régions permettent de nuancer.

C'est le cas de l'Alsace. La situation n'y est pas aussi mauvaise. À la fin de la semaine, tout le blé devrait être rentré. La situation apparaît contrastée, selon la localisation. « Près de 25 % de la surface n'est pas au rendez-vous », évalue ainsi Marc Moser, président du Comptoir agricole, coopérative alsacienne qui rassemble près de 6 000 exploitants de la région, issus de six filières : grandes cultures, houblons, élevage, espaces verts, semences et viticulture. En cause pour les parcelles sur lesquelles le rendement n'est pas intéressant, des semis hu-



Les moissons ce début juillet à Oberschaeffolsheim. Photos DNA/Michel FRISON

mides en hiver puis des températures élevées d'avril à juin. Sur certaines parcelles moins bien loties, 35 quintaux par hectare ont ainsi été récoltés, contre 80 en conditions normales.

Une bonne surprise pour 75 % des surfaces de blés cultivées

Mais pour les 75 % restants,

« on s'attendait à de mauvais rendements et il y a eu une bonne surprise. On a 80, voire 90 ou même 100 quintaux par hectare et surtout une excellente qualité boulangère, avec des blés sains. »

Christian Schneider, agriculteur à Beinheim, à côté de Roppenheim dans le nord du Bas-Rhin, et responsable "céréales" à la FDSEA, abonde : « Les terres légères n'ont pas

donné grand-chose » mais là où ça a bien marché, « le blé a mûri doucement et il est d'excellente qualité. Dans certains secteurs, les gens ont été surpris par le rendement, avec 15 % de volume en plus. Il a mûri comme un blé doit mûrir, le grain est lourd. » Lui aussi parle d'estimations allant jusqu'à 100 quintaux par endroits.

Comparativement, en 2019,

Près de 50 000 hectares cultivés dans les deux départements

Agreste, service statistique du ministère de l'agriculture, établit, pour 2018, la surface de blé cultivée dans le Bas-Rhin à 31 000 hectares, et dans le Haut-Rhin à 17 400 hectares. En y ajoutant les 2 000 à 3 000 hectares supplémentaires plantés en 2019, l'Alsace approche des 50 000 hectares. Le rendement moyen cette année-là était de 72 quintaux par hectare dans le Bas-Rhin, de 75 dans le Haut-Rhin. Bien au-dessous des 100 quintaux que certains agriculteurs ont eu la bonne surprise de moissonner. À titre de comparaison, le maïs couvrait au même moment, en 2018, 67 200 hectares (avec un rendement de 99,4 quintaux par hectare) dans le Bas-Rhin, et 55 600 hectares (avec 119,4 quintaux par hectare) dans le Haut-Rhin. Soit plus du double.



La qualité est au rendez-vous.

avec la sécheresse, les résultats n'avaient pas été bons, « il n'y avait que des petits grains. » Et pour une bonne qualité identique, il faut revenir à 5 ou 6 ans en arrière, ajoute Christian Schneider.

L'Alsace s'en sort donc bien et le volume sera supérieur à celui de 2019. Il faut dire que 2 000 à 3 000 hectares en plus ont été cultivés cette année, à la place du maïs, signale Marc Moser : « Le blé commence à mieux s'en sortir sur certains

territoires, il résiste mieux et est de plus en plus intéressant économiquement. » Il ajoute qu'en 7 ans, ce sont entre 8 000 et 9 000 hectares de blé supplémentaires qui ont été plantés.

Pour Christian Schneider, le blé a aussi l'avantage de pouvoir accueillir d'autres cultures derrière, comme l'orge ou le colza : « Cet automne, il devrait y avoir toujours plus de blé cultivé. »

Myriam AIT-SIDHOUN